

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskye
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France
01 49 91 44 83
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

● Dossier 1
Les révolutionnaires
aux États-Unis :
le Socialist Workers Party
de 1928 à 1946

● Dossier 2
Indépendance ouvrière
contre union nationale :
le journal *Front ouvrier*
1944-1947



N° 180

décembre 2022
ISSN 0292 - 4943

8€

● Chapitre 2

Les États-Unis dans la guerre : le SWP fidèle à sa politique d'indépendance de classe

Le congrès du SWP de juillet 1939 avait décidé une campagne contre la guerre, sous la forme de l'exigence d'un référendum populaire sur la guerre. Cependant, la situation internationale va évoluer très vite et le SWP doit faire face à une crise interne. La signature du pacte germano-soviétique le 21 août 1939 puis l'invasion et le partage de la Pologne, l'invasion de la Finlande ont relancé dans le SWP une discussion sur la nature de l'URSS et la position de défense inconditionnelle de l'URSS, malgré Staline, défendue par la IV^e Internationale. En avril 1940, une forte minorité en désaccord avec cette position quitte le SWP.

En mai 1940, l'Europe est ravagée par la guerre depuis 8 mois, la France est en passe d'être vaincue

et Hitler prépare l'offensive contre la Grande-Bretagne. Contre l'union nationale qui s'annonce au nom de la « guerre de la démocratie contre le fascisme », le SWP maintient son orientation. Dans son manifeste du Premier mai 1940, il défend la solidarité internationale des travailleurs « *contre tous les patrons "démocratiques" ou fascistes* » (document 7). « *Cette guerre n'est pas la nôtre* » comme va le proclamer ce même mois de mai la Conférence d'Alarme de la IV^e Internationale. Elle se tient à New-York, où s'est réfugiée la direction internationale, et adopte le Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale rédigé par Trotsky (1).

1- La politique militaire prolétarienne du SWP

Une délégation de 7 membres du SWP, conduite par Cannon et Dobbs, rencontre à nouveau Trotsky, du 12 au 15 juin 1940, afin de discuter de la stratégie à adopter en temps de guerre. Trotsky soutient que la situation de guerre et l'opposition stalinienne à l'entrée en guerre des États-Unis après la signature du pacte Hitler-Staline d'août 1939 exigent un changement de tactique dans la politique syndicale du SWP. Il propose un appel aux membres du syndicat stalinien pour l'unité d'action contre les plans de guerre de l'administration Roosevelt et le soutien du candidat du PC à l'élection présidentielle de 1940. La discussion porte également sur la politique du parti concernant la conscription. À la conférence-plénum du SWP à Chicago des 27-29 septembre 1940, si l'unité d'action avec les militants du parti stalinien rencontre une vive opposition, la « politique militaire prolétarienne » est adoptée (document 8). Dans son discours, Cannon en reprend les exigences : « *Nous disons que c'est une bonne chose que les ouvriers soient maintenant entraînés au maniement des armes. Nous sommes en fait pour l'entraînement militaire obligatoire du prolétariat. Nous sommes pour que chaque syndicat se rallie à cette idée. Nous voulons que le prolétariat soit bien formé et équipé pour jouer un rôle militaire. La seule chose à laquelle nous nous opposons, c'est d'être dirigés par la classe*

à laquelle nous ne faisons pas confiance. Nous ne voulons pas de mouchards du patronat comme officiers dans nos syndicats. » (2) La campagne menée sur cette orientation permettra de recruter de nouveaux adhérents, en particulier dans l'industrie automobile et la marine commerciale. Les militants touchés par la conscription mise en place après l'entrée en guerre des États-Unis défendront courageusement la politique adoptée au congrès. L'historien Howard Zinn, à l'époque jeune engagé volontaire dans l'US Air force en témoigne : « *J'ai demandé à mon camarade [fusilier de l'équipage d'un autre bombardier, NDLR] pourquoi il acceptait de risquer sa vie dans une guerre à laquelle il ne croyait pas. Sa réponse fut stupéfiante : "Pour discuter avec des gens comme toi." J'ai découvert plus tard qu'il était membre du Socialist Workers Party, qui, bien qu'opposé à la guerre estimait qu'il valait mieux participer à l'action et militer contre la guerre partout où c'était possible plutôt qu'essayer d'échapper au service actif.* » (3).

Revenant sur l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline le 20 août 1940, le rapport de Cannon

(1) Voir les *Cahiers du Cermtri* n° 176, 178 et 179.

(2) *Socialist appeal* n° 41, 12 octobre 1940.

(3) Howard Zinn, *Nous, le peuple des États-Unis*, Agone, 2004, p.118

insiste particulièrement sur les dangers à venir pour le parti : « *Nous subissons une forte pression et en supporterons une plus forte encore. Nous savons que nous avons affaire à la machine de guerre de Staline, le GPU. Nous savons que le camarade Trotsky n'était*

pas la première et ne sera sans doute pas la dernière victime de cette machine de meurtre. Notre parti doit aussi s'attendre à des persécutions de la part du gouvernement de Wall Street. » Elles vont venir.

2- L'administration Roosevelt prépare l'entrée en guerre

● L'augmentation des commandes militaires de l'État aux entreprises américaines

En 1940, l'administration Roosevelt continue à avancer ses pions en faveur d'une intervention militaire avec le programme « *Peacetime* » (sic), malgré le sentiment antiguerre de la majorité de la population et le bloc isolationniste du Congrès (4). Roosevelt obtient le vote du Congrès, en mai 1940, sur l'augmentation du budget militaire. Fort de sa réélection en novembre 1940, il déclare le mois suivant que les États-Unis seront « *l'arsenal des démocraties* ». En mars 1941, il fait voter par le Congrès la loi prêt-bail, programme d'aide par l'avance de matériel militaire à la Grande-Bretagne ; la loi sera étendue à la Chine de Tchang Kai Chek, puis à l'URSS après juin 1941 (5).

● Le baillon pour le SWP

Le premier acte, simple entrée en matière, c'est le Voorhis act, voté en 1939, qui impose « *l'enregistrement de certaines organisations soumises à un contrôle étranger qui préconiserait le renversement du gouvernement des États-Unis.* » Il oblige le SWP à se désaffilier de la IV^e Internationale, tout au moins officiellement.

Le deuxième acte ne tarde pas. Daniel Tobin, membre du Comité syndical du Parti démocrate et dirigeant national du syndicat des Teamsters, est en conflit avec la section (local 574) de Minneapolis. Celle-ci refuse d'abandonner le combat syndical et s'oppose à l'entrée en guerre des États-Unis. Tobin fait appel à Roosevelt. Une provocation est montée. Le 20 juin 1941, les agents du FBI font une descente au bureau de Minneapolis du SWP. Le ministère de la justice accuse 28 dirigeants du SWP et du syndicat des Teamsters de Minneapolis de « *complot dans l'intention de renverser le gouvernement par la force et la violence* » en violation de la loi de 1861 et de « *conspiration en vue de prôner et de défendre l'idée d'un renversement du gouvernement américain par la force* », en violation du Smith act, la « *loi baillon* » promulguée le 28 juin 1940.

L'histoire du droit à la liberté d'expression, garantie en théorie par le premier amendement de la Constitution, est instructif.

Ce premier amendement stipule que « *le congrès ne fera pas de loi (...) restreignant la liberté de*

parole de la presse ». Pourtant, constate Howard Zinn, « *sept ans à peine après son adoption, en 1798, le Congrès vota des lois qui limitaient la liberté de parole : les alien et sédition act (...). Le puissant message du premier amendement semble perdre de sa force au moindre coup de canon et même dans les périodes qui précèdent les guerres (...). Lorsque les États-Unis décidèrent de participer à la Première Guerre mondiale, le Congrès vota une autre loi qui entrainait en totale contradiction avec cet amendement. Cette loi c'est l'Espionage act de 1917 (...). À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Congrès vota une nouvelle loi (...), le Smith act de 1940 [qui] étendait l'application de l'Espionage act au temps de paix et criminalisait le fait de distribuer des textes ou de faire des discours dans l'intention d'inciter "à l'insubordination ou au refus de servir dans les forces armées". La loi considérait également comme un crime "de prôner ou de défendre ou de conspirer en vue de prôner ou de défendre" le renversement du gouvernement par la force.* » (6)

Le procès pour « *sédition* » commence à Minneapolis le 27 octobre 1941, quelques semaines avant l'entrée en guerre des États-Unis. Mais les accusés utilisent le procès comme tribune politique et y défendent leur programme révolutionnaire (document 9). La campagne pour leur libération permet au SWP de recruter de nouveaux militants ouvriers. Si les 28 sont acquittés pour la première accusation, ils sont jugés coupable de violer le Smith act et condamnés à des peines de prison de 12 à 16 mois, le 8 décembre 1941, le lendemain de l'attaque de Pearl Harbor par l'armée japonaise et le jour de la déclaration de guerre au Japon par le Congrès des États-Unis. Leur demande d'appel est rejetée et ils seront arrêtés le 31 décembre 1943 pour purger leurs peines.

(4) En août 1935 le Congrès avait voté un premier Neutrality act, imposant un embargo sur le commerce des armes et du matériel de guerre et l'avait renouvelé en 1936, 1937 et 1939.

(5) En échange de contreparties immédiates : partage de technologie, construction de bases dans les Caraïbes exigées de la Grande-Bretagne, l'URSS quant à elle devra fournir des matières premières.

(6) Howard Zinn, *op.cit.* pp. 261 à 274.

3- Défendre l'indépendance de classe contre l'union nationale

Avec l'attaque de Pearl Harbor, il y a peu d'opposition à la mise en place de la conscription pour une guerre « contre le fascisme, pour la démocratie » et contre « l'attaque de la nation. » Ce que le New Deal n'a pas réussi – le nombre de chômeurs est remonté à 11 millions en 1939 –, la guerre va le rendre possible : la conscription et les besoins toujours croissants de l'industrie de guerre nécessitent le recrutement massif d'ouvriers. Mais les besoins militaires sont prioritaires et la population va connaître le rationnement des biens de consommation imposé par décret du gouvernement, générant corruption et marché noir, ainsi que le gel des salaires. La lutte des classes va reprendre ses droits à partir de 1943.

● Un mouvement ouvrier assujéti aux plans de guerre de l'impérialisme américain (document 10)

Roosevelt n'a pas besoin de loi ou de décret pour imposer l'union nationale, les dirigeants syndicaux le devancent. Comme Philip Murray, le président du CIO, le déclarera en septembre 1944, « le 17 décembre 1941, dix jours après l'entrée en guerre de notre pays (...), sans demande formelle de la part du président des États-Unis, nous avons volontairement accepté de donner à notre commandant en chef, et par son intermédiaire au peuple de notre pays, notre engagement à ne pas recourir à la grève. » « L'AFL et le CIO n'ont pas vendu leurs membres, ils les ont donné », jugea Matthew Smith, président de la Mechanics Educational Society of America.

En échange de l'engagement de *no strike pledge* (engagement de pas recourir à la grève), Roosevelt concède aux syndicats le « *closed shop* » (syndicalisation obligatoire et cotisations prélevées sur les salaires) dans les industries de guerre. En 1942, toute une série de mesures sont prises par l'administration Roosevelt avec l'accord des directions syndicales pour encamisoler toujours plus la classe ouvrière. Une commission nationale du travail (*National War Labor Board*) est créée le 12 janvier 1942 pour « résoudre » les conflits du travail. Composée de 12 membres nommés par le président, composée de représentants des grandes entreprises, des syndicats et du gouvernement, elle impose un arbitrage obligatoire avant toute grève. Des décrets peuvent être pris contre les syndicats récalcitrants et leurs adhérents peuvent être mobilisés s'ils refusent de reprendre le travail. Les directions syndicales s'engagent également à une renonciation « volontaire » à la double paie les dimanches et jours fériés.

En juillet 1942, le *National War Labor Board* décrète le blocage des salaires. Pour faire accepter la mesure, un office des prix (DPA) est créé, sans effet notable contre l'inflation. L'*executive order* pris en avril 1943 par le président Roosevelt, sur proposition de la Commission nationale du travail – dont, ne l'oublions pas, les directions syndicales sont

membres –, lie les ouvriers à leurs emplois pour la durée de la guerre afin de les empêcher de les quitter pour d'autres mieux payés.

Le parti stalinien, après avoir dénoncé la guerre et l'impérialisme américain pendant la période du pacte germano-soviétique, va se rallier à l'union nationale avec un zèle remarquable après l'agression hitlérienne contre l'URSS le 21 juin 1941 : « *Personne n'endossa le "no-strike pledge" avec autant d'ardeur. Ils dénoncèrent comme des traîtres tous ceux qui se mettaient en grève ou se déclaraient partisans de grèves.* » (7). Pour le parti stalinien, le soutien à l'impérialisme américain, la trahison de la classe ouvrière ne doivent pas se limiter à la période de la guerre. En septembre 1944, Earl Browder, le secrétaire général du parti, l'affirmera on ne peut plus clairement : « *De toutes nos forces, nous avons aidé à contenir toutes les tentatives de faire grève existant parmi les ouvriers et à préparer les ouvriers en vue de sauvegarder l'unité nationale après la guerre.* » (Document 11) Preuve supplémentaire de son allégeance à l'impérialisme américain, le congrès du parti vote, le 20 mai 1944, la dissolution du Parti Communiste des États-Unis d'Amérique « *dans l'intérêt de l'union nationale,* » pour faire place à une « Association Politique Communiste des États-Unis. »

● La reprise de la lutte des classes

Le slogan « égalité de sacrifice » utilisé pour convaincre les travailleurs qu'ils devaient sacrifier leurs droits sociaux aux nécessités de la guerre a fait long feu. Les entreprises se sont enrichies avec une production de guerre aux débouchés et aux profits garantis. Pour le peuple, le fardeau de la guerre est devenu insupportable. Devant la hausse du coût de la vie, nourrie par le rationnement et le blocage des salaires, la résistance à « l'engagement de pas recourir à la grève » se développe. Si le nombre de grèves décline en 1942, la tendance s'inverse à partir de 1943. À la fin de la guerre, le « *no strike pledge* » est mort et enterré. Les grèves se décident contre la volonté des dirigeants syndicaux nationaux de l'AFL et du CIO, sous l'impulsion de militants de base formés dans les grandes luttes des années 30. Les membres du SWP y jouent un rôle important, en particulier dans les grandes villes industrielles du nord. En 1943, ce sont les mineurs puis les cheminots, les ouvriers des aciéries, du textile qui se mettent en grève pour les augmentations de salaire. Les grèves s'accompagnent d'une montée de la syndicalisation. En 1940, l'ALF et le CIO syndiquaient près de 9 millions de travailleurs. À la fin de l'année de 1945, ils sont près de 15 millions. Cette remontée est annonciatrice du déferlement des grèves de l'immédiat après-guerre.

(7) Daniel Guérin, document 10.



Résolution n°1 du nouvel An :
« Des emplois pour chaque
chômeur payé selon
les conventions collectives. »



Fraklin Delano Roosevelt
au chômeur attablé :
« Qu'ils mangent des balles ! »

● Document 7

« La seule guerre qui vaille la peine d'être menée est la guerre des travailleurs contre les patrons ! »

Manifeste du 1^{er} Mai 1940
du Socialist Workers Party (extraits)

Travailleurs d'Amérique, joignez-vous à nous pour célébrer le 1^{er} mai, le jour dédié à la solidarité internationale de la classe ouvrière et à la lutte du mouvement ouvrier pour un monde meilleur.

Rejoignez-nous pour affirmer en ce jour que les travailleurs de tous les pays sont nos frères, qu'ils parlent français, allemand, italien, russe ou anglais. Les travailleurs de tous les pays forment un tout, unis contre leurs oppresseurs. Vive la solidarité internationale du travail contre tous les patrons, « démocratiques » ou fascistes !

Joignez-vous à nous avec la ferme résolution que, quoi qu'il arrive, la classe ouvrière américaine ne se rendra pas aux faiseurs de guerre ; que dans le « temps de paix » qui reste encore et dans le temps de guerre que le gouvernement et les patrons ont déjà planifié dans les moindres détails, nous poursuivrons sur tous les fronts la lutte de la classe ouvrière contre les patrons et leur gouvernement. Pas de renoncement aux droits et aux justes revendications des travailleurs au nom du patriotisme !

Des dizaines de millions de nos frères ont été fourrés dans des uniformes avec des fusils dans les mains – pour qu'ils s'entretuent. Consacrons-nous aujourd'hui à mettre un terme à ce massacre des travailleurs par les travailleurs. Si beaucoup d'entre nous sont condamnés à mourir, alors mourons dans la seule guerre qui vaille la peine de se battre, la guerre de la classe ouvrière internationale contre la classe capitaliste internationale !

Il n'est pas nécessaire de répéter cette année les avertissements que nous avons lancés lors des précédents Premier Mai, à savoir que la classe capitaliste, dans son agonie, fera peser sur les travailleurs, en plus de la faim et du chômage, l'horreur finale de la guerre. Car la guerre est maintenant là. Non seulement en Europe, en Asie, en Afrique, en Australie, mais aussi en Amérique. Roosevelt ne fait même plus semblant d'être neutre. Les usines d'avions de Los Angeles et du Connecticut sont aussi étroitement liées à la machine de guerre alliée que celles de Manchester et de Montréal. La grande presse quotidienne, qu'elle soit démocrate ou républicaine, prend ouvertement parti dans la guerre.

Les actes de guerre du gouvernement

Le gouvernement prend des mesures qui étaient jusqu'alors impensables avant une déclaration de guerre. Hull (1) déclare un protectorat virtuel sur les Indes orientales néerlandaises contre le Japon. Roosevelt « gèle » les avoirs danois et norvégiens dans cette région, un acte que Wilson n'aurait jamais imaginé dans une situation similaire, lorsque l'Allemagne a occupé la Belgique en 1914. Un embargo « moral » contre l'Union soviétique est déjà pleinement en vigueur. La loi sur la neutralité de 1939, par laquelle Roosevelt a obtenu du Congrès la légalisation des ventes d'armes aux Alliés en échange d'une disposition interdisant les zones de guerre à tous les navires américains, est cyniquement violée par les « ventes », approuvées par le gouvernement, de nombreux navires à des sociétés étrangères fictives. Nouveaux et anciens « newdealers », républicains et démocrates, le groupe dominant de la classe dirigeante se dirige délibérément vers la guerre.

Pour quoi faire ? Pour aider l'Angleterre et la France à préserver la démocratie ?

Une guerre entre maîtres d'esclaves

Pour chaque Anglais blanc « libre », il y a onze esclaves noirs, bruns ou jaunes qui travaillent dans l'Empire britannique ; pour chaque Français « libre », deux ou trois sont ouvertement tenus en esclavage dans les colonies. Quelque 560 millions de personnes, soit un quart de la population mondiale, vivent dans les colonies des « démocraties » dans des conditions non moins terribles que celles de l'Allemagne. L'alliance anglo-française combat Hitler uniquement sur la question de savoir qui doit être le maître d'esclaves – c'est l'objet de la guerre. En menant cette guerre, les impérialistes « démocratiques » privent progressivement les travailleurs de leur pays des quelques libertés qui leur restent.

Les Soixante Familles d'Amérique se dirigent vers la guerre sans se préoccuper d'une quelconque solidarité avec les familles dirigeantes britanniques et françaises.

(1) Cordell Hull : secrétaire d'État (ministre) du Cabinet de Roosevelt de 1933 à 1944.

Au contraire, elles utilisent la guerre pour évincer leurs « alliés » des marchés sud-américains et pour achever de lier le Canada à Wall Street à la place de Londres. Les ambassades de Washington et de Londres à Tokyo sont à la pointe des épées car elles se croisent et se doublent dans les manœuvres avec le Japon.

Les États-Unis ont profité de la Première Guerre mondiale pour s'imposer comme la principale puissance mondiale. Se souvenant avec regret de l'étreinte de l'Oncle Sam en tant qu'allié, les impérialistes anglo-français calculent désespérément à quel niveau de soumission l'« aide » américaine va les placer pendant cette guerre.

Les soixante familles américaines vont à la guerre uniquement pour leurs propres intérêts, pour augmenter encore la part gigantesque des marchés mondiaux, des sources de matières premières et de la main-d'œuvre qu'elles contrôlent déjà.

Car c'est l'époque de l'agonie du capitalisme mondial. La classe dirigeante la plus riche du monde n'est nullement épargnée par cette agonie et cette décomposition. Le système capitaliste ne peut même pas nourrir ses esclaves salariés dans le pays le plus riche du monde. Sur ses propres vastes marchés, il ne peut vendre ses produits ou investir son capital. Il est poussé par ses contradictions internes à trouver de nouveaux champs d'investissement et de marchés. Mais le monde est déjà divisé, et la redivision ne peut se faire que par la force des armes. C'est l'objet de cette guerre (...).

C'est la lutte contre le capitalisme

Rejoignez-nous en ce Premier mai pour prendre la résolution de lutter contre la guerre en temps de paix et en temps de guerre (...). La lutte contre la guerre est la lutte contre le capitalisme dans toutes ses formes concrètes. C'est la lutte pour les droits et les revendications des travailleurs. C'est la lutte pour UN EMPLOI ET UNE VIE DÉCENTE POUR CHAQUE TRAVAILLEUR !

– Ouvrez les usines fermées et faites-les fonctionner sous le contrôle des travailleurs !

– Pour un programme fédéral de travaux publics et de logements de VINGT MILLIARDS DE DOLLARS.

– Pour une semaine de 30 heures au maximum et un salaire de 30 dollars au minimum pour tous les travailleurs dans tous les emplois !

– Des pensions de vieillesse et d'invalidité de 30 dollars par semaine !

– Tous les fonds de guerre aux chômeurs !

– Un référendum populaire sur toutes les guerres !

– Le droit de vote pour tous ceux qui ont 18 ans ou plus. Assez vieux pour se battre, assez vieux pour voter !

– Pas de diplomatie secrète ! Ouvrez les archives du Département d'État. Que la vérité soit connue !

– Organisez des gardes de défense ouvrière, la seule arme qui puisse défendre les travailleurs et leurs syndicats et leurs partis contre les bandes de « justiciers » et de fascistes !

– Pour un parti ouvrier indépendant !

– Fin de tous les accords avec les partis patronaux, pour un parti des travailleurs, basé sur les syndicats !

– Y a-t-il assez d'argent pour donner à chacun un emploi et une vie décente ? Bien sûr qu'il y en a ! Wall Street est plein d'argent : il faut EXPROPRIER LES 60 FAMILLES.

La lutte contre la guerre, avons-nous dit, est la lutte pour toutes les revendications, tous les besoins des travailleurs, en temps de guerre comme en temps de paix. Mais cette lutte exige que toutes les revendications diverses soient unifiées autour d'une pensée centrale : LA RÉVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

La guerre a démontré, s'il en était encore besoin, que ce monde est un tout indivisible qui doit être traité comme tel. Aucun pays ne peut résoudre son problème seul, et aucune classe ouvrière ne peut le faire seule. Les travailleurs ont besoin d'un PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE.

Socialist appeal,
Vol 4, n° 17, 27 avril 1940.

● Document 8

Les ouvriers doivent apprendre les arts militaires

Manifeste de la IV^e Internationale
(23 mai 1940) (extraits)

La militarisation des masses s'intensifie chaque jour davantage. Nous rejetons la grotesque prétention d'en finir avec la militarisation par des protestations pacifiques creuses. Toutes les grandes questions seront tranchées les armes à la main au cours de la prochaine période. Les ouvriers ne doivent pas avoir peur des armes ; au contraire, ils doivent apprendre à s'en servir. Les révolutionnaires ne se séparent pas plus du peuple pendant la guerre qu'en période de paix. Un bolchevik s'efforce de devenir non seulement le meilleur syndicaliste, mais aussi le meilleur soldat.

Nous ne voulons pas permettre à la bourgeoisie de mener des soldats qui n'ont pas été entraînés ou

l'ont été à moitié à la dernière heure sur le champ de bataille. Nous réclamons que l'État fournisse tout de suite aux ouvriers et aux chômeurs la possibilité d'apprendre à manipuler le fusil, la grenade à main, la mitrailleuse, le canon, l'avion, le sous-marin et les autres instruments de guerre. Des écoles militaires spéciales sont nécessaires en relation étroite avec les syndicats de sorte que les ouvriers puissent devenir des spécialistes qualifiés de l'art militaire, capables d'occuper des postes de commandement.

Léon Trotsky,
Œuvres tome 24, pp. 74-75

« Nous sommes des militaristes prolétariens »

James P. Cannon

Discours sur la politique militaire du SWP
(29 septembre 1940)

Un camarade a tenté de justifier une politique d'antimilitarisme. Ses remarques étaient, à mon avis, une réminiscence de jours révolus. L'antimilitarisme était acceptable lorsque nous luttions contre la guerre en temps de paix. Mais ici, vous avez une nouvelle situation de militarisme universel. Il est évident que dans le monde entier, tout va se régler non pas par des réunions de masse, non pas par des pétitions, non pas par des grèves, non pas même par des manifestations de masse dans les rues. Tout va se régler par des moyens militaires, les armes à la main. Alors, pouvons-nous maintenant être antimilitaristes ? Pas du tout ! Au contraire. Nous devons dire : « Très bien, la situation n'est pas de notre fait, c'est ce que la force militaire décide. Il ne reste qu'une chose à faire pour les travailleurs. C'est d'apprendre à devenir de bons combattants avec des armes modernes. » Ainsi, nous, antimilitaristes d'hier, devenons aujourd'hui des militaristes positifs. Le camarade qui essaie de présenter notre position d'aujourd'hui comme étant toujours antimilitariste a, à mon avis, tout à fait tort.

J'ai soulevé cette question lors de nos conversations avec le camarade Trotsky (...). Je lui ai demandé

une réponse aussi nette et catégorique que possible. Je lui ai demandé : « *Peut-on se dire militariste ?* » Et il a répondu : « *Oui. Il n'est peut-être pas tactiquement recommandable de commencer par une telle proclamation, mais si les pacifistes vous en accusent, si on vous accuse d'être militariste, vous montez à la tribune et vous dites : "Oui, je suis un militariste révolutionnaire prolétarien."* Cela ne contredit pas l'attitude quelque peu différente que nous avons adoptée à des époques quelque peu différentes – lorsque la possibilité d'empêcher la guerre par la révolution ne pouvait être exclue.

La lutte des éléments social-pacifistes contre la conscription était-elle juste dans cette dernière période ? Non, elle n'était pas juste. Elle négligeait les réalités et semait des illusions. Les ouvriers étaient pour la conscription. Le projet de loi sur la conscription a été adopté sans la moindre opposition sérieuse. La lutte telle que nous l'avons menée, pour le contrôle ouvrier, était 100 % correcte. Nous sommes positivement pour la conscription, mais nous ne voulons pas la conscription des travailleurs par les patrons. Nous voulons la conscription des travailleurs par une organisation ouvrière. Si un pacifiste horrifié et confus

demande : « *Vous le pensez vraiment ? Voulez-vous obliger chaque ouvrier à prendre les armes et à apprendre à s'en servir ?* » Nous répondons : « *Oui, c'est exactement ce que nous voulons dire.* » Comment justifions-nous une telle contrainte ? Par les nécessités de la lutte des classes qui justifient tout. Il n'y a rien de nouveau dans une telle attitude (...).

La dynamique de cette lutte

Une question intéressante, posée par certains travailleurs, a été rapportée ici : « *Comment pouvez-vous dire aux travailleurs de se mettre sous le contrôle des syndicats pour l'entraînement militaire, alors que les syndicats sont contrôlés par des gens comme Lewis, Green et Hillman ?* » (1). Eh bien, si nous attendons que les syndicats soient dirigés par la IV^e Internationale, nous perdons tout sens de la dynamique de leur développement. Green et Lewis et leurs semblables – toute la bureaucratie des dirigeants du mouvement ouvrier actuel – sont des agents des capitalistes dans le mouvement ouvrier, mais ils ne sont pas la même chose que les patrons. Leur seule base d'existence est le mouvement ouvrier ; et en dépit de tout le bureaucratisme des syndicats, ils sont soumis à certaines pressions, certains contrôles de la base. Lorsque l'aggravation des conditions, complétée par notre agitation, soulèvera une vague de radicalisation dans les masses, les travailleurs résoudre le problème de la direction dans les régiments ouvriers aussi bien que dans les syndicats.

Nous prenons toujours les organisations de travailleurs telles qu'elles sont. Nous les rejoignons telles qu'elles sont, nous les soutenons telles qu'elles sont, nous essayons de les remodeler de l'intérieur. Bien sûr, l'idée même d'un Lewis ou d'un Green à la tête de l'instruction militaire des travailleurs est farfelue. Bien comprise, notre lutte pour l'instruction militaire sous contrôle syndical est une lutte mortelle contre la bureaucratie réformiste et non combattante. L'adoption de notre politique, ou même un fort mouvement en sa faveur, sonnerait le glas des dirigeants actuels. Personne ne croirait que ces crapules sont aptes à une entreprise aussi sérieuse que l'instruction des travailleurs pour l'action militaire.

En 1917, après février, les Soviets de Petrograd et de Moscou étaient sous le contrôle des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire d'hommes de la trempe de Lewis et Green, Hillman et Dubinsky (1) ; ni mieux ni pire. Malgré cela, parce que les travailleurs affluaient dans les Soviets, Lénine a lancé le slogan : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Au cours de cette lutte pour tout le pouvoir aux Soviets, les bolcheviks ont gagné à leur cause la majorité des travailleurs. Et presque en même temps que le soulèvement, les travailleurs ont chassé les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et placé les bolcheviks à leur tête. C'est ainsi qu'il faut concevoir les choses pour cette question également.

La question du référendum sur la guerre en rapport avec l'instruction militaire obligatoire a été soulevée

par l'un des camarades. Cette question a été posée au Vieux dans une lettre de Goldman, et il y a répondu. Le Vieux dit : « *Je ne vois pas pourquoi nous devrions abandonner la demande d'un référendum sur la guerre. Avant qu'ils n'entrent effectivement en guerre, une agitation pour un référendum populaire est un excellent moyen de montrer leur fausse démocratie.* » C'est un moyen d'agitation contre eux. Ce n'est pas si simple et automatique ; l'un n'exclut pas l'autre. (...)

Le camarade Birchman a mentionné la question des travailleurs noirs dans la militarisation. Notre attitude envers les Noirs en temps de guerre, comme notre attitude envers toutes les autres questions, est la même qu'en temps de paix. Notre ligne est la ligne de classe. Nous sommes pour l'égalité absolument inconditionnelle de toutes les races et de toutes les nationalités. C'est un principe cardinal du communisme. Nous devons nous battre pour et défendre ce principe dans toutes les situations, y compris celle du militarisme.

Les méthodes de travail dans l'armée

Comment travaille-t-on dans une armée de conscrits ? a demandé quelqu'un. Nous travaillons de la même façon que dans un atelier. En effet, l'objectif principal de l'industrie est maintenant d'approvisionner l'armée. Où traceriez-vous la ligne de démarcation ? Il n'y a guère d'industrie qui ne soit pas mobilisée soit pour la fabrication, soit pour le transport du matériel destiné à l'armée. Les masses sont dans l'armée ou travaillent pour approvisionner l'armée. Les travailleurs sont soumis à l'exploitation militaire. Nous y allons et défendons les intérêts des esclaves de l'exploitation militaire, tout comme nous allons à l'usine et y luttons contre l'exploitation capitaliste. Partout, notre ligne fondamentale est la ligne de classe.

Le deuxième point est d'être prudent, circonspect. Pas de putsch, pas d'initiatives prématurées qui nous exposent et nous séparent des masses. Allez avec les masses. Soyez avec les masses, tout comme les bolcheviks l'étaient dans l'armée de Kerensky.

Pourquoi ne pouvons-nous pas faire cela ici ? Et comment le faire autrement ? Comment, dans un monde dominé par le militarisme, pouvons-nous envisager le salut du monde autrement que par des moyens militaires ? Et comment pouvons-nous obtenir ces moyens militaires si ce n'est en entrant dans l'armée telle qu'elle existe ?

Socialist Appeal,

Vol. IV, n° 43, 26 octobre 1940.

(1) William Green, président de l'AFL de 1924 à 1952. John Lewis, président de l'UMW (syndicat des mineurs), président du CIO de 1935 à 1940. Sydney Hillman, président des ACWA (syndicat des ouvriers du vêtement), vice président du CIO. David Dubinsky président du ILGWU (syndicat des ouvriers du vêtement féminin, CIO)



● Document 9

Le procès comme tribune des révolutionnaires

James Cannon au procès pour « sédition » de Minneapolis

En octobre-novembre 1941, quelques semaines avant l'entrée en guerre des États-Unis, 28 dirigeants du SWP et du syndicat des teamsters de Minneapolis sont jugés pour « sédition ». *Le socialisme en procès* est le compte rendu de la déposition du secrétaire national du SWP, James Cannon à ce « procès pour sédition » de Minneapolis. Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Cannon répond aux critiques d'un membre de la IV^e Internationale, G. Munis, sur la politique suivie les trotskystes du SWP pour leur défense au procès. Le texte présenté ici est un extrait de la réponse de Cannon.

1. Notre stratégie au procès

Lors du procès pour « sédition » de Minneapolis ainsi qu'au cours de la lutte syndicale de plusieurs mois qui l'a précédé et y a conduit, les trotskystes américains ont été mis à l'épreuve et contraints de montrer de quel bois ils sont faits. Dans les deux cas, ils se sont conduits d'une manière digne des disciples de Trotsky et ont prouvé qu'ils étaient parfaitement à la hauteur du défi.

Au cours de la lutte contre la bureaucratie syndicale, lutte qui a attiré l'attention nationale, on a clairement vu qui étaient les vrais dirigeants du mouvement ouvrier combatif, les vrais hommes de principe. Lors du procès devant le tribunal bourgeois, de par la conduite de tous ses membres qui y étaient impliqués, le parti a conquis le droit d'avoir la confiance des travailleurs révolutionnaires. Les deux luttes, qui étaient en réalité les deux faces d'un seul et même combat, ont constitué le point culminant de l'activité du mouvement américain qui s'était développé dans un cercle restreint depuis ses débuts il y a treize ans.

Pendant cette période, à part de rares exceptions locales, le parti n'avait pu attirer l'attention que de l'avant-garde des travailleurs ayant une conscience de classe. Lors du procès, nous avons eu l'occasion pour la première fois de nous adresser aux masses – au peuple des États-Unis. Nous avons saisi cette occasion et nous en avons profité au maximum, en appliquant en pratique et sans erreurs graves les principes de base assimilés au cours d'une longue période préparatoire. Depuis, le mouvement aux États-Unis a conquis une place plus importante.

Une étude et une discussion critiques du procès ne peuvent manquer d'être extrêmement utiles à la IV^e Internationale, en particulier pour les sections qui ne sont pas encore passées du stade de la propagande à celui du travail de masse. Quant à nous, nous saluons la discussion et nous ferons de notre mieux pour y contribuer utilement.

Dès le moment où les poursuites ont été engagées contre nous en juillet par le tribunal fédéral de Minneapolis, nous avons compris que l'attaque avait deux aspects, que nous avons chacun correctement évalué pensons-nous. La poursuite judiciaire avait pour but d'interdire le parti et de le priver, pour longtemps peut-être, des services actifs d'un certain nombre de ses dirigeants les plus expérimentés. En même temps, il était évident que si nous utilisions correctement le procès de masse, il pouvait nous offrir notre première véritable occasion de faire connaître le parti et ses principes à de larges cercles de travailleurs et d'obtenir de leur part une écoute bienveillante (...).

2. Le cadre politique du procès

Les États-Unis, où le procès a eu lieu, sont de loin le plus riche des pays capitalistes et, pour cette raison, sont parmi les rares pays toujours capables de se permettre le luxe de formes démocratiques bourgeoises à l'époque du déclin et de la décadence du capitalisme. Les syndicats, qui ont été détruits dans un pays européen après l'autre au cours de la dernière décennie, ont prospéré et doublé le nombre de leurs membres au cours de la même période aux États-Unis — en partie avec l'encouragement du gouvernement. Oblitérées ou réduites à l'état de parodie dans d'autres pays, la liberté d'expression et la liberté de presse n'ont pratiquement connu aucune restriction ici. Les élections se sont déroulées dans le cadre des formes démocratiques bourgeoises normales, traditionnelles en Amérique depuis plus d'un siècle, et la grande masse des travailleurs y ont librement pris part. Les richesses et la position privilégiée de l'Amérique bourgeoise lui ont aussi permis, malgré la crise dévastatrice, de maintenir le niveau de vie des travailleurs bien au-dessus de celui de tout autre pays.

Ces circonstances objectives n'ont pas manqué d'affecter aussi bien la mentalité des travailleurs que le sort du mouvement politique révolutionnaire. La



Farrell Dobbs et James Cannon lors du procès de Minneapolis en novembre 1941.



15 des 18 condamnés du procès de Minneapolis le 31 décembre 1943.
(En haut des marches, deux policiers.)

conscience des travailleurs ne reflète encore que faiblement les implications révolutionnaires de l'économie ébranlée, actuellement soutenue par le boom économique basé sur la guerre, c'est-à-dire d'un boom basé sur l'armement. Leur vision des choses est loin d'être révolutionnaire. La « politique » pour eux veut dire voter pour l'un ou l'autre des grands partis capitalistes. Le simple fait que le mouvement ouvrier organisé n'a pas encore eu recours à l'action politique indépendante, ne serait-ce que sur une base réformiste, mais qu'il demeure au niveau de son activité politique un appendice du parti politique de Roosevelt – ce simple fait montre à lui seul de manière probante que les travailleurs américains n'ont pas encore traduit leur farouche combativité sur le terrain des grèves économiques, qui est dirigée contre des patrons individuels, en terme de politique indépendante dirigée contre les patrons en tant que classe. Dans un tel environnement, avec son programme de transformation révolutionnaire de la société, le parti marxiste a pu attirer l'attention de seulement quelques milliers de personnes sur son message et n'en recruter qu'un nombre encore plus restreint parmi les militants les plus avancés et ayant la plus grande conscience de classe.

Les 40 millions de travailleurs américains, apportant un vote ouvrier quasi massif à Roosevelt, en sont encore aux étapes les plus primitives du développement politique de classe. Ils sont totalement imprégnés d'illusions démocratiques bourgeoises. Ils sont quelque peu mécontents et ont une certaine conscience syndicale, mais pas de conscience de classe. Ils ont un respect fétichiste du gouvernement fédéral qu'ils considèrent comme le gouvernement de tout le peuple et ils espèrent améliorer leur condition en votant pour des politiciens bourgeois « amicaux ». Ils haïssent et craignent le fascisme, qu'ils identifient à Hitler.

Ils ne comprennent le socialisme et le communisme que dans la version propagée par la presse bourgeoise et y sont hostiles ou indifférents. La grande majorité ignore la véritable signification du socialisme, sa signification marxiste révolutionnaire.

Tels étaient les facteurs externes généraux et telle était la mentalité des travailleurs américains auxquels notre parti se trouvait confronté au moment du procès de Minneapolis, en octobre, novembre et décembre 1941. Quelles tâches spécifiques, quelles techniques de propagande nous imposaient-ils ? Il nous semble que les réponses sont évidentes. Notre tâche était de trouver une écoute pour nos idées à partir de la tribune du procès. Il fallait simplifier ces idées autant que possible, les rendre convaincantes pour les travailleurs et les illustrer chaque fois que possible par des exemples familiers de l'histoire américaine. Nous devons nous adresser aux travailleurs non pas en général, non pas dans l'abstrait, mais tels qu'ils existent en réalité aux États-Unis en 1941. Nous devons comprendre que les formes de la démocratie et la légalité du parti facilitent grandement ce travail de propagande et ne doivent pas être négligés. Notre devoir n'était pas de faciliter la tâche du procureur, mais de la rendre plus difficile dans la mesure où c'était possible de le faire sans renoncer à aucun principe. Ce sont ces considérations qui ont guidé notre travail pendant le procès.

Le socialisme en procès
Déposition au procès pour sédition de Minneapolis
(18-21 novembre 1941)
James P. Cannon, mai 1942

Pathfinder press, 2015, pp. 217-226.
(Traduction revue par la rédaction
des *Cahiers du Cermtri*)